



Communiqué interfédéral concertation post-Bac

mercredi 11 octobre 2017, par [matthias](#)

Communiqué interfédéral (FERC-CGT, FNECFP-FO, FSU, SUD éducation, Solidaire étudiant, UNEF, UNL) sur les Concertations au Ministère de l'Enseignement supérieur, Recherche et Innovation



Communiqué interfédéral – Concertations au MESRI

Une nouvelle fois, la rentrée universitaire se passe dans des conditions déplorables : des milliers de bachelier-es se sont retrouvés sans affectation ou affectés.es dans des disciplines ou des établissements éloignés de leurs choix. C'est le résultat d'une politique délibérée d'austérité amenant à des coupes budgétaires et des suppressions de postes, du choix des établissements de restreindre les capacités d'accueil et un contexte prévisible où 40.000 étudiant.es arrivent chaque année.

Face à cette situation, le ministère a fait deux annonces : l'engagement à mettre fin au tirage au sort des bacheliers pour la rentrée 2018 et la baisse du budget de l'ESRI de 331 millions d'euros : comment le ministère compte-t-il faire face à sa responsabilité d'affecter l'ensemble des bachelier-es qui en font la demande dans un cycle de formation post bac avec moins de moyens ? L'augmentation budgétaire annoncée récemment par le gouvernement ne suffira pas à résoudre les problèmes de financement profonds que rencontrent l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Le ministère a décidé de lancer dans la préhabilitation des juillet une concertation de grande ampleur. À la rentrée, pas moins de 55 réunions ont été programmées sur 5 semaines, en ayant de brasser l'ensemble des questions d'orientation, d'affectation, de pédagogie, de vie étudiante, de « professionnalisation » de la licence, des filières ou tensions... Ces groupes de travail sont animés par des « personnes référentes » et réunissent dans la plus grande confidentialité des genres associations, organisations syndicales et étudiantes, représentants des directeurs d'établissements (CPU, CGE...), recteurs... Le ministère ne donne aucun élément concret sur la réforme annoncée du cycle post bac, ni sur l'état des lieux.

Une nouvelle fois, la rentrée universitaire se passe dans des conditions déplorables : des milliers de bachelier-es se sont retrouvés sans affectation ou affectés.es dans des disciplines ou des établissements éloignés de leurs choix. C'est le résultat d'une politique délibérée d'austérité amenant à des coupes budgétaires et des suppressions de postes, du choix des établissements de restreindre les capacités d'accueil et un contexte prévisible où 40.000 étudiant.es arrivent chaque année.

Face à cette situation, le ministère a fait deux annonces : l'engagement à mettre fin au tirage au sort des bacheliers pour la rentrée 2018 et la baisse du budget de l'ESRI de 331 millions d'euros : comment le ministère compte-t-il faire face à sa responsabilité d'affecter l'ensemble des bachelier-es qui en font la demande dans un cycle de formation post bac avec moins de moyens ? L'augmentation budgétaire annoncée récemment par le gouvernement ne suffira pas à résoudre les problèmes de financement

profonds que rencontre l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Le ministère a décidé de lancer dans la précipitation dès juillet une concertation de grande ampleur. A la rentrée, pas moins de 55 réunions ont été programmées sur 5 semaines, essayant de brasser l'ensemble des questions d'orientation, d'affectation, de pédagogie, de vie étudiante, de « professionnalisation » de la licence, des filières sous tension ... Ces groupes de travail sont animés par des « personnalités extérieures » et réunissent dans la plus grande confusion des genres associations, organisations syndicales et étudiantes, représentants des directions d'établissement (CPU, CGE...), recteurs... Le ministère ne donne aucun élément concret ni sur la réforme annoncée du cycle post bac, ni sur l'état des lieux.

Nos organisations syndicales représentatives des personnels, des étudiant.es, des lycéennes contestent le calendrier et la méthode qui ne permettent pas la prise en compte de leurs revendications, le contournement du CNESER et du CSLMD et s'inquiètent des décisions gouvernementales qui risquent de découler de ces concertations.

Cette réforme aura de lourdes conséquences pour l'avenir des lycéen.ne et des étudiant.es, ainsi que les conditions de travail et les missions des personnels enseignants, administratifs et techniques. Ceci est d'autant plus évident que le ministre de l'Education nationale a pour sa part annoncé des réformes du baccalauréat et de la formation professionnelle qui devraient se préparer dès cet automne. Le ministère renvoie systématiquement les dysfonctionnements de l'enseignement sur les étudiant.es, les jeunes, qui seraient trop nombreux, les enseignant.es qui ne sauraient pas s'adapter. Nous rappelons notre exigence de budgets d'Etat récurrents à la hauteur des ambitions affichées pour faire fonctionner les universités.

Nos organisations rappellent :

- La nécessité de travailler dès le lycée une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier.es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- L'exigence d'ouverture de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de la modularité et les blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- Le refus de création de voies de formation de relégation réservées aux seuls bachelier.es professionnel et la valorisation des formations professionnelles.
- Le refus de la mise en place des pré-requis pour mettre en place une sélection qui ne dirait pas son nom.